
Communiqué de SUD éducation sur la politique de l'enseignement supérieur et la recherche:

Le nouveau gouvernement doit prendre la mesure du désastre en cours dans l'Enseignement supérieur et la Recherche. Les premières nominations alertent la communauté scientifique : de nombreux postes clefs se voient confier à des personnalités ayant largement contribué à cette stratégie délétère (LRU, etc.).

Le gouvernement doit rompre clairement avec la politique de destruction menée dans le cadre du processus de Bologne de libéralisation de l'enseignement supérieur, initiée par Claude Allègre et poursuivie jusqu'à Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez.

Il faudra au moins:

- titulariser tous les personnels précaires travaillant sur poste pérenne, créer des emplois, tous les ans pour toutes les catégories et interdire les externalisations de services ;
- abroger la loi LRU de gouvernance autoritaire des universités et le Pacte pour la Recherche qui assujettit la recherche à l'innovation ;
- défaire le LMD : stopper l'éclatement des formations, la semestrialisation et la marchandisation des connaissances par les ECTS ;
- promouvoir une université pour tous: gratuité de la formation continue pour tous, cursus adaptés aux salariés dans toutes les universités (cours du soir, remises à niveau) ;
- construire des logements étudiants près des campus, instaurer un salaire étudiant ;

Des mesures immédiates doivent être prises :

- abroger le décret du 23 avril 2009 modifiant le statut des enseignants-chercheurs qui a déclenché en 2009 la plus grande grève dans les universités ;
- abroger le décret n° 2010-888 et sa réforme de janvier 2012 relatifs aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'Etat, applicable aux personnels BIATOSS et ITA ;
- dissoudre l'AERES composée d'"experts" auto-proclamés, nommés obscurément, dont les avis ne font même plus rire. De fait, l'excellence par l'identification des "plus mauvais" est une idée toxique, sans antidote, qui détruit inexorablement nos professions ;
- démanteler l'ANR qui détourne le financement récurrent des universités et des organismes vers des financements sur projet à court terme et instaure la précarité ;
- annuler les conventions d>IDEX déjà signées, démonter les structures administratives liées aux Labex et répartir les moyens prévus dans les universités et EPST ;
- reverser à la recherche publique la niche fiscale du Crédit Impôt Recherche (dont le montant annuel est équivalent à deux fois la dotation totale du CNRS!) ;
- abroger la réforme de la formation des enseignants, dite « mastérisation », re-ouvrir un concours au niveau licence et deux années de vraie formation initiale rémunérées ;
- baisser les temps de service de tous les enseignants (qui n'ont d'ailleurs jamais bénéficié des 35h!).